

ORDONNANCE DE MAINLEVÉE  
D'ISOLEMENT (Art L. 3222-5-1  
code de la santé publique)

# ORDONNANCE

## Hospitalisation sous contrainte

Dossier N° RG 24/02913 - N°  
Portalis DB22-W-B7I-SRBR  
N° de Minute : 24/2811

Le 18 novembre 2024

Devant Nous, **Madame Mélanie MILLOCHAU, Juge placée**, au tribunal  
judiciaire de Versailles statuant en application du code de la santé publique

M. le Directeur du CENTRE  
HOSPITALIER  
INTERCOMMUNAL DE POISSY  
SAINT GERMAIN

### DEMANDEUR

Monsieur le Directeur du CENTRE HOSPITALIER  
INTERCOMMUNAL DE POISSY SAINT GERMAIN  
20 rue Armagis  
78100 SAINT GERMAIN EN LAYE

c/

*régulièrement convoqué, absent non représenté*

### DÉFENDEUR

Monsieur [REDACTED]  
demeurant [REDACTED]  
actuellement hospitalisé(e) au CENTRE HOSPITALIER  
INTERCOMMUNAL DE POISSY SAINT GERMAIN

*régulièrement avisé(e),*

- non auditionné(e)  
- non représenté(e)

### PARTIE INTERVENANTE

Madame la Procureure de la République  
près le Tribunal Judiciaire de Versailles

*régulièrement avisée, absent non représentée*

NOTIFICATION par courriel  
contre réception au défendeur par  
remise de copie contre signature

LE : 18 Novembre 2024

- NOTIFICATION par courriel  
contre réception à :  
- l'avocat  
- monsieur le directeur de  
l'établissement hospitalier

LE : 18 Novembre 2024

- NOTIFICATION par remise de  
copie à Madame la Procureure de  
la République

LE : 18 Novembre 2024

Le greffier



Monsieur [REDACTED]

[REDACTED] fait l'objet, depuis le 11 novembre 2024 au **CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE POISSY SAINT GERMAIN**, d'une mesure de soins psychiatriques sous la forme d'une hospitalisation complète, - sur décision du directeur d'établissement, en application des dispositions de l'article L. 3212-3 du code de la santé publique,

Vu l'article L.3211-12 et suivants et L.3222-5-1 du Code de la Santé Publique ;

Vu le placement en isolement le 11 novembre 2024 à 10h41, par le docteur RALAISSON, psychiatre du Pôle psychiatrie du **CENTRE HOSPITALIER INTERCOMMUNAL DE POISSY SAINT GERMAIN**, renouvelé pour la dernière fois le 17 novembre 2024 à 10h36 par le Docteur RALAISSON ;

Vu la saisine du magistrat statuant en application du code de la santé publique en date du 18 novembre 2024 à 10h28 aux fins de maintien d'une mesure d'isolement, indiquant le souhait du patient de ne pas être représenté par un avocat et de ne pas être auditionné par le magistrat.

### DISCUSSION

L'article L. 3222-5-1 du code de la santé publique prévoit que :

I.-L'isolement et la contention sont des pratiques de dernier recours et ne peuvent concerner que des patients en hospitalisation complète sans consentement. Il ne peut y être procédé que pour prévenir un dommage immédiat ou imminent pour le patient ou autrui, sur décision motivée d'un psychiatre et uniquement de manière adaptée, nécessaire et proportionnée au risque après évaluation du patient. Leur mise en œuvre doit faire l'objet d'une surveillance stricte, somatique et psychiatrique, confiée par l'établissement à des professionnels de santé désignés à cette fin et tracée dans le dossier médical.

La mesure d'isolement est prise pour une durée maximale de douze heures. Si l'état de santé du patient le nécessite, elle peut être renouvelée, dans les conditions et selon les modalités prévues au premier alinéa du présent I, dans la limite d'une durée totale de quarante-huit heures, et fait l'objet de deux évaluations par vingt-quatre heures.

La mesure de contention est prise dans le cadre d'une mesure d'isolement pour une durée maximale de six heures. Si l'état de santé du patient le nécessite, elle peut être renouvelée, dans les conditions et selon les modalités prévues au même premier alinéa, dans la limite d'une durée totale de vingt-quatre heures, et fait l'objet de deux évaluations par douze heures.

II. - A titre exceptionnel, le médecin peut renouveler, au-delà des durées totales prévues au I, les mesures d'isolement et de contention, dans le respect des conditions prévues au même I. Le directeur de l'établissement informe sans délai le tribunal judiciaire du renouvellement de ces mesures. Le magistrat du siège du tribunal judiciaire peut se saisir d'office pour y mettre fin. Le médecin informe du renouvellement de ces mesures au moins un membre de la famille du patient, en priorité son conjoint, le partenaire lié à lui par un pacte civil de solidarité ou son concubin, ou une personne susceptible d'agir dans son intérêt dès lors qu'une telle personne est identifiée, dans le respect de la volonté du patient et du secret médical.

Le directeur de l'établissement saisit le juge avant l'expiration de la soixante-douzième heure d'isolement ou de la quarante-huitième heure de contention, si l'état de santé du patient rend nécessaire le renouvellement de la mesure au-delà de ces durées.

Le juge statue dans un délai de vingt-quatre heures à compter du terme des durées prévues au deuxième alinéa du présent II.

Si les conditions prévues au I ne sont plus réunies, il ordonne la mainlevée de la mesure. Dans ce cas, aucune nouvelle mesure ne peut être prise avant l'expiration d'un délai de quarante-huit heures à compter de la mainlevée de la mesure, sauf survenance d'éléments nouveaux dans la situation du patient qui rendent impossibles d'autres modalités de prise en charge permettant d'assurer sa sécurité ou celle d'autrui. Le directeur de l'établissement informe sans délai le juge, qui peut se saisir d'office pour mettre fin à la nouvelle mesure.

Si les conditions prévues au même I sont toujours réunies, le juge des libertés et de la détention autorise le maintien de la mesure d'isolement ou de contention. Dans ce cas, le médecin peut la renouveler dans les conditions prévues audit I et aux deux premiers alinéas du présent II. Toutefois, si le renouvellement d'une mesure d'isolement est encore nécessaire après deux décisions de maintien prises par le juge des libertés et de la détention, celui-ci est saisi au moins vingt-quatre heures avant l'expiration d'un délai de sept jours à compter de sa précédente décision et le médecin informe du renouvellement de ces mesures au moins un membre de la famille du patient, en priorité son conjoint, le partenaire lié à lui par un pacte civil de solidarité ou son concubin,

ou une personne susceptible d'agir dans son intérêt dès lors qu'une telle personne est identifiée, dans le respect de la volonté du patient et du secret médical. Le juge des libertés et de la détention statue avant l'expiration de ce délai de sept jours. Le cas échéant, il est à nouveau saisi au moins vingt-quatre heures avant l'expiration de chaque nouveau délai de sept jours et statue dans les mêmes conditions. Le médecin réitère l'information susmentionnée lors de chaque saisine du juge des libertés et de la détention.

Pour l'application des deux premiers alinéas du présent II, lorsqu'une mesure d'isolement ou de contention est prise moins de quarante-huit heures après qu'une précédente mesure d'isolement ou de contention a pris fin, sa durée s'ajoute à celle des mesures d'isolement ou de contention qui la précèdent.

Les mêmes deux premiers alinéas s'appliquent lorsque le médecin prend plusieurs mesures dont la durée cumulée sur une période de quinze jours atteint les durées prévues auxdits deux premiers alinéas.

Les mesures d'isolement et de contention peuvent également faire l'objet d'un contrôle par le magistrat du siège du tribunal judiciaire en application du IV de l'article L. 3211-12-1.

Un décret en Conseil d'Etat précise les conditions d'application du présent II.

III.-Un registre est tenu dans chaque établissement de santé autorisé en psychiatrie et désigné par le directeur général de l'agence régionale de santé pour assurer des soins psychiatriques sans consentement en application du I de l'article L. 3222-1. Pour chaque mesure d'isolement ou de contention, ce registre mentionne le nom du psychiatre ayant décidé cette mesure, un identifiant du patient concerné ainsi que son âge, son mode d'hospitalisation, la date et l'heure de début de la mesure, sa durée et le nom des professionnels de santé l'ayant surveillée. Le registre, établi sous forme numérique, doit être présenté, sur leur demande, à la commission départementale des soins psychiatriques, au Contrôleur général des lieux de privation de liberté ou à ses délégués et aux parlementaires.

L'établissement établit annuellement un rapport rendant compte des pratiques d'admission en chambre d'isolement et de contention, la politique définie pour limiter le recours à ces pratiques et l'évaluation de sa mise en œuvre. Ce rapport est transmis pour avis à la commission des usagers prévue à l'article L. 1112-3 et au conseil de surveillance prévu à l'article L. 6143-1.

En l'espèce, Monsieur [REDACTED] a été placé à l'isolement le 11 novembre 2024 à 10h41 et le juge a été saisi le 18 novembre 2024 à 10h28, soit hors des délais légaux prescrits, la mesure d'isolement étant arrivée à échéance le 15 novembre 2024 à 10h41 sans que le juge n'ait pu exercer son contrôle.

En conséquence, la saisine est irrecevable et il est constaté que la mesure d'isolement dont fait l'objet Monsieur [REDACTED] est irrégulière.

### **PAR CES MOTIFS**

Statuant en chambre du conseil par décision susceptible d'appel,

**Ordonnons** la mainlevée de la mesure d'isolement de Monsieur [REDACTED] :

**Rappelons** que « *dans ce cas, aucune nouvelle mesure ne peut être prise avant l'expiration d'un délai de quarante-huit heures à compter de la mainlevée de la mesure, sauf survenance d'éléments nouveaux dans la situation du patient qui rendent impossibles d'autres modalités de prise en charge permettant d'assurer sa sécurité ou celle d'autrui. Le directeur de l'établissement informe sans délai le juge des libertés et de la détention, qui peut se saisir d'office pour mettre fin à la nouvelle mesure.* » (Art. L. 3222-5-1 II alinéa 4 du code de la santé publique) ;

**Rappelons** que la présente ordonnance est susceptible d'appel devant le premier président de la cour d'appel de Versailles, ou son délégué, dans un délai de 24 heures à compter de sa notification. Le ministère public peut interjeter appel dans le même délai. La déclaration d'appel motivée est transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel de Versailles, qui en avise sur-le-champ le greffe du tribunal judiciaire.

Adresse : Monsieur le premier président - Cour d'appel de Versailles - 5, rue Carnot RP 1113 - 78011 VERSAILLES Cedex (télécopie : 01 39 49 69 04 - téléphone : 01 39 49 68 46 et 01 39 49 69 13 ).

Prononcée par mise à disposition au greffe le 18 novembre 2024 à **12h21** par Madame Mélanie MILLOCHAU, Juge placée,  
qui signe la minute de la présente décision.

Le président

